

Guinée Bissau – Système de suivi de la sécurité alimentaire Note de synthèse – Round d’octobre 2008

Dans quel contexte l’enquête a-t-elle été réalisée ?

Dans le cadre du Système de suivi de la sécurité alimentaire mis en place par le Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural (MADR) et le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) en Guinée Bissau ; ce 6^e round de collecte des données auprès des ménages ruraux et villages bissau-guinéens s’est déroulé :

- à la suite du contexte de crise alimentaire liée principalement à la hausse des prix des produits de première nécessité tels que le riz ainsi qu’à la baisse continue du pouvoir d’achat des ménages ;
- et, dans une ambiance de campagne électorale relativement crispée, eu égard à la proximité des élections législatives (qui se sont tenues 2 semaines après la phase de collecte des données primaires sur le terrain) ainsi qu’à l’histoire sociopolitique tumultueuse qu’a connu le pays jusqu’à un passé très récent.

Sachant qu’un FSMS (Food Security Monitoring System ou Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire) est un outil qui collecte, analyse et rapporte, de façon continue et sur une base périodique, des informations relatives à la situation de sécurité alimentaire et de vulnérabilité des groupes de population à risque d’insécurité alimentaire dans des zones géographiques spécifiques ; le suivi de la sécurité alimentaire des ménages ruraux bissau-guinéens se fera à travers une analyse comparée de l’évolution dans le temps des indicateurs suivants : (1) *indice de richesse des ménages*, (2) *durée des stocks alimentaires*, (3) *nombre d’unité de bétail tropical*, (4) *score de consommation alimentaire*, (5) *provenance des aliments*, (6) *sources de revenus*, (7) *dépenses alimentaires et non alimentaires* et (8) *indice des stratégies de survie*.

Tenant compte des ajustements méthodologiques apportés, ce round de collecte des données du système de suivi vise à établir une situation de référence en rapport avec les indicateurs-clés susmentionnés. Ainsi, il s’agit spécifiquement : (1) de déterminer le niveau d’insécurité alimentaire dans les zones enquêtées, (2) de décrire le profil des ménages en insécurité alimentaire, (3) d’identifier les mécanismes d’adaptation développés par les ménages pour faire face aux chocs, (4) d’identifier les potentielles menaces pour la sécurité alimentaire des ménages et (5) de formuler des recommandations idoines, eu égard aux résultats de l’étude, dans le but d’améliorer la situation.

Le suivi de l’évolution de ces indicateurs, la mise en exergue de leur caractère chronique ou transitoire ainsi qu’une prise en compte de l’influence du facteur saisonnier seront effectifs à partir des prochains rounds de collecte des données.

Comment l’enquête a-t-elle été réalisée ?

L’étude a été conduite par le Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural (MADR) – Direction de Service des Statistiques Agricoles (DSEA) avec l’appui technique et financier du Programme Alimentaire Mondiale (PAM).

Le champ de l'enquête a concerné les huit régions suivantes que compte la Guinée Bissau : Bafata, Gabu (qui constituent la zone d'enquête Est) ; Biombo, Cacheu, Oio (qui constituent la zone d'enquête Nord) et Bolama/Bijagos, Quinara, Tombali (qui constituent la zone d'enquête Sud). Le regroupement des huit régions concernées en trois zones d'enquête vise à pouvoir présenter des résultats quelque peu représentatifs pour lesdites zones ainsi constituées.

Au total ; 570 ménages ont été enquêtés dans 38 sites sentinelles (villages) des huit régions couvertes par l'enquête – à raison de 15 ménages par site sentinelles.

33 des 35 villages enquêtés au 5^e round l'ont été au 6^e round, 2 villages ont été remplacés (problème d'accessibilité) et 3 autres ont été rajoutés pour améliorer la représentativité des résultats (au niveau des 3 zones d'enquêtes - Est, Nord et Sud - qui constituent les strates de rapport des prévalences et principaux résultats issus de l'enquête).

Tableau 1 : Répartition des sites sentinelles

ZONE D'ENQUETE	REGION	SECTEUR	VILLAGE
Est 2 régions, 11 secteurs, 13 villages et 195 ménages enquêtés	Bafata 6 secteurs, 7 villages et 105 ménages enquêtés	BAFATÁ	Entroncamento Contuboel Duta Jara (*)
		BAMBADINCA	Mato de Cão
		CONTUBOEL	Sintcha Django (**)
		COSSE	Gengele
		GANADU	Gã Mamudo
		XITOLE	Sintchan Mole
	Gabu 5 secteurs, 6 villages et 90 ménages enquêtés	BOE	Sutumaca
		GABU	Paiama
			Cumbengha (*)
		PIRADA	Sintchan Suncaro
		PITCHE	S. Umaro Balde (S. Pate)
		SONACO	Sintchan Adulai
	Nord 3 régions, 14 secteurs, 15 villages et 225 ménages enquêtés	Biombo 3 secteurs, 3 villages et 45 ménages enquêtés	PRABIS
QUINHAMEL			Blom Osso
SAFIM			Cumano
Cacheu 6 secteurs, 6 villages et 90 ménages enquêtés		BIGENE	Cadjandji
		BULA	Ponate
		CACHEU	Pechilam
		CAIO	Cadjogote
		CANCHUNGO	Tringal
		SAO DOMINGOS	Campada Maria
Oio 5 secteurs, 6 villages et 90 ménages enquêtés		BISSORA	Candjugudo
			Untche Besna (*)
		FARIM	Cuntima
		MANSABA	Bandjara
		MANSOA	Enxhole de Baixo
NHACRA		Dugal Rega	

(*) village rajouté au 6e round

(**) village ayant remplacé celui du 5^e round pour cause de problème d'accessibilité

ZONE D'ENQUETE	REGION	SECTEUR	VILLAGE
Sud 10 secteurs, 10 villages et 150 ménages enquêtés	Bolama/Bijagos	BUBAQUE	Bruce
	2 secteurs, 2 villages et 30 ménages enquêtés	UNO	Eticoga
	Quinara 4 secteurs, 4 villages et 60 ménages enquêtés	BUBA	Bacar Conte
		EMPADA	Madina de Cima
		FULACUNDA	Bodjol
		TITE	Bissilao
	Tombali 4 secteurs, 4 villages et 60 ménages enquêtés	BEDANDA	Cadique Nalo (**)
		CACINE	Confete
		CATIO	Coumebou
		QUEBO	Mampata

() village ayant remplacé celui du 5^e round pour cause de problème d'accessibilité**

La collecte des données primaires sur le terrain a eu lieu du 20 au 27 octobre 2008. Cette phase a été précédée d'une formation des enquêteurs et superviseurs (du 06 au 09 octobre 2008). Quant à la saisie et à l'analyse des données collectées, elles se sont déroulées du 13 au 27 novembre 2008.

Comme outils de collecte des données ; deux questionnaires structurés ont été utilisés : un questionnaire ménage administré au chef de ménage et/ou son conjoint ainsi qu'un questionnaire village administré en présence de personnes clés (chef de village, instituteur, agent de santé, etc.)

Il est important de noter qu'une comparaison, *stricto sensu*, des résultats de ce round à ceux des rounds précédents est inappropriée et fortement déconseillé tenant compte des changements méthodologiques apportés relativement à l'échantillonnage ainsi qu'au calcul du score de consommation alimentaire.

Les classes de sécurité alimentaire sont obtenues à partir des Scores de Consommation alimentaire (SCA). Cette approche consiste à utiliser les scores de consommation alimentaire comme indicateur (*proxy*) de la sécurité alimentaire¹.

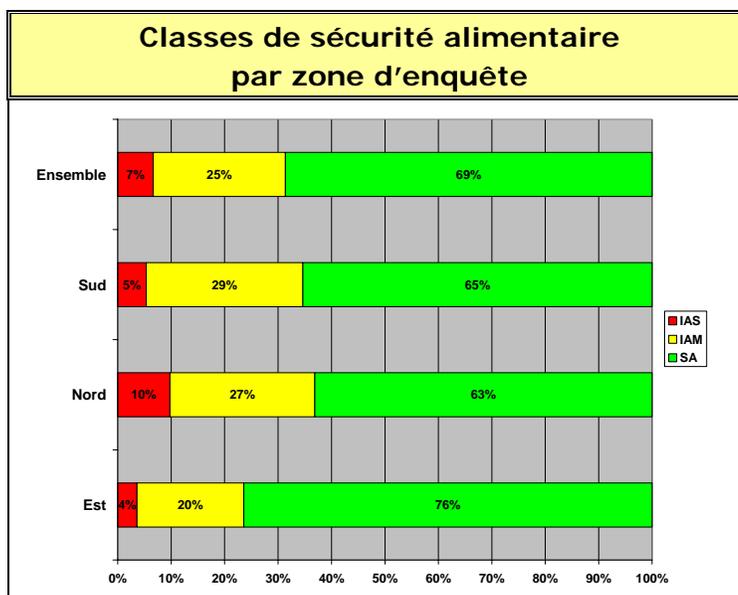
¹ Pour de plus amples informations, voir http://vam.wfp.org/MATERIAL/FCS_Guidance

Combien de ménages sont en insécurité alimentaire ?

Dans la zone d'enquête **Est** (qui regroupe les régions de Bafata et de Gabu), **24% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont 4% en insécurité alimentaire sévère (IAS) et 20% en insécurité alimentaire modérée (IAM).**

Dans la zone d'enquête **Nord** (qui regroupe les régions de Biombo, de Cacheu et d'Oio), **37% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont 10% en insécurité alimentaire sévère (IAS) et 27% en insécurité alimentaire modérée (IAM).**

Dans la zone d'enquête **Sud** (qui regroupe les régions de Bolama/Bijagos, de Quinara et de Tombali), **34% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont 5% en insécurité alimentaire sévère (IAS) et 29% en insécurité alimentaire modérée (IAM).**



Au niveau national, pour l'ensemble (zones d'enquête **Est, Nord et Sud**), **32% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont 7% en insécurité alimentaire sévère (IAS) et 25% en insécurité alimentaire modérée (IAM).**

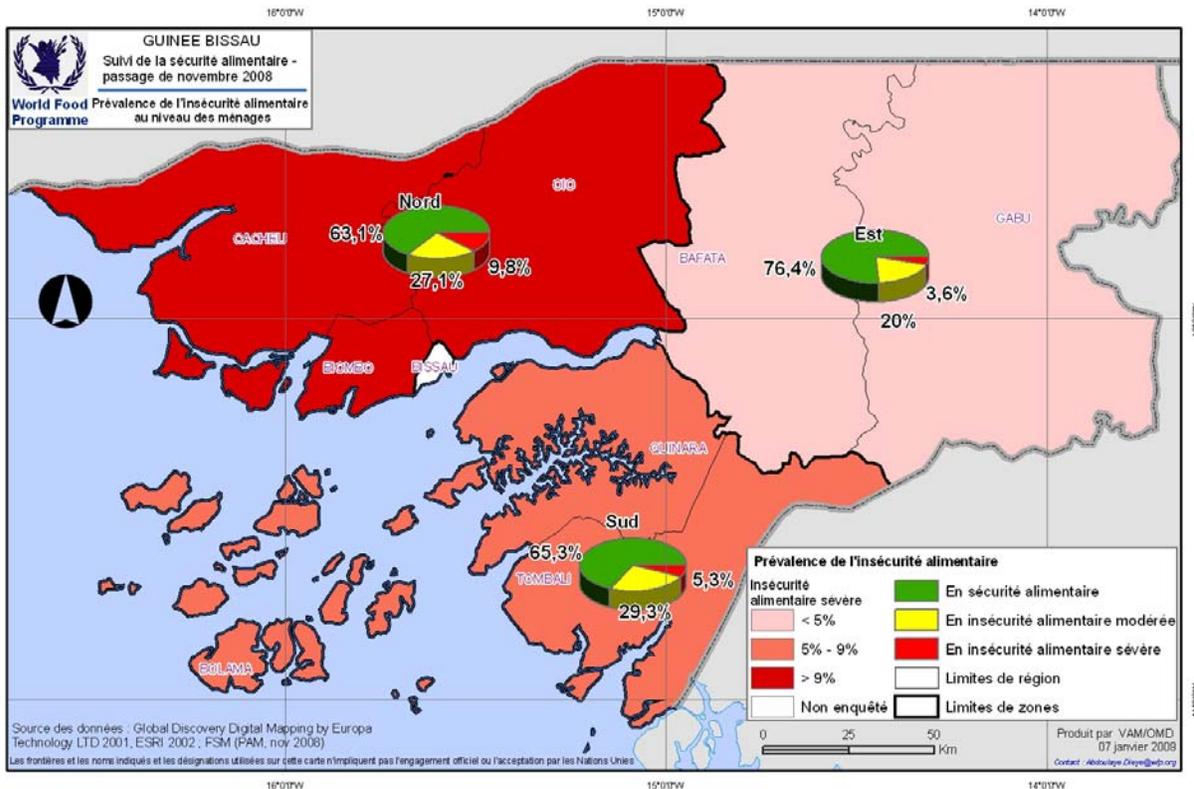
Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Les résultats du 6^e round du FSMS montrent que c'est la zone d'enquête Nord (qui regroupe les régions de Biombo, Cacheu et Oio) qui présente la situation la plus précaire en termes de prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages ruraux.

Cette zone est suivie de près par la zone d'enquête Sud (qui regroupe les régions de Bolama/Bijagos, Quinara, Tombali).

En effet ; dans ces 2 zones, respectivement 37% et 34% des ménages sont en insécurité alimentaire : des prévalences au dessus du taux national (pour l'ensemble) qui est de 32% d'insécurité alimentaire.

Comparativement aux deux autres zones, la situation apparaît la moins précaire dans la zone Est (qui regroupe les régions de Bafata et de Gabu) où la prévalence de l'insécurité alimentaire s'établit à 24%.



Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

➤ Démographie.

L'analyse des données démographiques issues de l'enquête montrent que, au niveau national, l'insécurité alimentaire concerne surtout les ménages dont le chef est veuf ou célibataire, ne sait ni lire ni écrire et est en moyenne âgé d'une cinquantaine d'années (51 ans pour ceux en insécurité alimentaire sévère - IAS et 49,5 ans pour ceux en insécurité alimentaire modérée - IAM).

A contrario, la sécurité alimentaire (SA) concerne surtout les ménages dont le chef est marié ou vit maritalement, sait lire et écrire et est en moyenne âgé de 47 ans.

Ce profil démographique de l'insécurité alimentaire est similaire à celui observé dans les différentes zones d'enquête sauf pour celle du Sud relativement à l'âge du chef de ménage. En effet, dans cette zone d'enquête ; pour les ménages en IAS, l'âge moyen du chef de ménage est de 41 ans contre respectivement 47 et 48 ans pour les ménages en IAM et ceux en SA.

➤ Conditions de vie et d'hygiène.

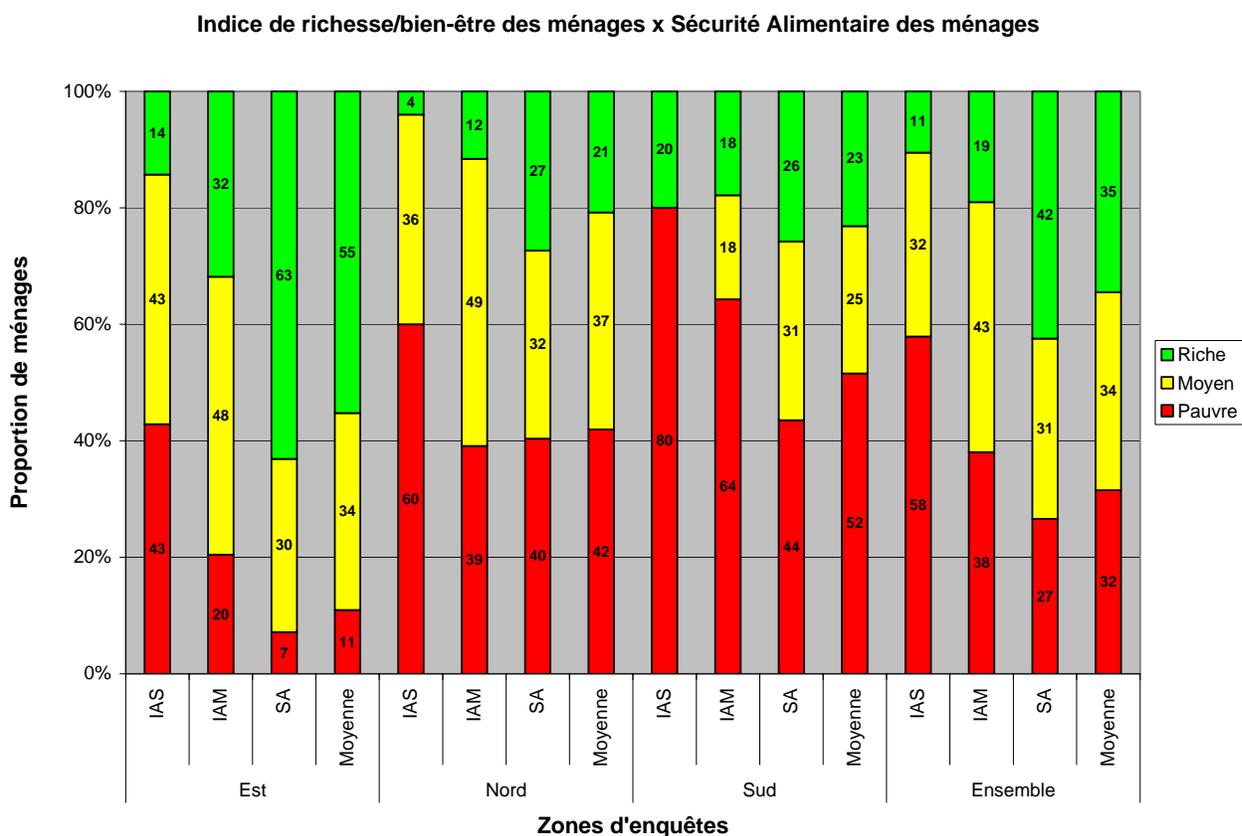
L'analyse des données issues de l'enquête relativement aux conditions de vie et d'hygiène indique que, au niveau national, l'insécurité alimentaire concerne surtout les ménages dont la principale source d'eau potable est un puits traditionnel (52,9% des ménages en IAS et 41,4% des ménages en IAM – contre 34% de ceux en SA) ; qui n'ont pas de latrines et utilisent la nature comme toilette (62,2% des ménages en IAS et 42,9% des ménages en IAM – contre 28,7% de ceux en SA) et qui vivent dans des logements dont la toiture est le plus souvent en paille (68,4% des ménages en IAS et 61,4% des ménages en IAM – contre 56,7% de ceux en SA).

A contrario, la sécurité alimentaire concerne surtout les ménages dont la principale source d'eau potable est une borne fontaine publique (35,9% des ménage en SA – contre 18,8% de ceux en IAM et 17,6% des ménages en IAS) ; qui utilisent des latrines privées comme toilette (68,7% des ménage en SA – contre 55,7% de ceux en IAM et 29,7% des ménages en IAS) et qui vivent dans des logements dont la toiture est le plus souvent en zinc (41,2% des ménage en SA – contre 37,1% de ceux en IAM et 26,3% des ménages en IAS).

Ce profil démographique de l'insécurité alimentaire est similaire à celui observé dans les différentes zones d'enquête.

➤ Indice de richesse/bien-être des ménages.²

Le graphique ci-dessous présente la répartition des groupes (terciles³) d'indice de richesse/bien-être des ménages (pauvre, moyen et riche) selon les classes de sécurité alimentaire (IAS, IAM et SA) relativement aux différentes zones d'enquête (Est, Nord, Sud et Ensemble).



² L'indice de richesse/bien-être des ménages est un indicateur composite généré à l'aide d'un procédé statistique (connu sous le nom d'analyse en composantes principales) qui intègre les biens (radio, lit, bicyclette, etc.) possédés par le ménage ; les caractéristiques de l'habitat du ménage, la qualité des conditions dans lesquelles ils vivent (accès à l'eau potable, toilette, etc.) ainsi que d'autres caractéristiques liées au statut de richesse.

Pour plus amples informations sur l'indice de richesse/bien-être ; se référer à la publication : *Rutstein, Shea O. and Kiersten Johnson. 2004. The DHS Wealth Index. DHS Comparative Reports No. 6. Calverton, Maryland: ORC Macro téléchargeable via le lien <http://www.measuredhs.com/pubs/pdf/CR6/CR6.pdf> .*

³ Les *Terciles* divisent l'échantillon en 3 groupes (de même taille) et représentent 3 intervalles (ou catégories) de valeurs d'un indicateur (par exemple, l'indice de richesse/bien-être) définies de manière à classer le tiers (1/3) des plus basses, moyennes, et plus grandes valeurs de la distribution de cet indicateur.

Il est ainsi mis en exergue que la pauvreté – au sens de l'indice de richesse/bien-être – concerne surtout les ménages des zones d'enquête Sud et Nord. En effet ; dans la zone d'enquête Sud, 80% des ménages ruraux en IAS appartiennent au groupe pauvre d'indice de richesse/bien-être, tandis que cette proportion est de 64% pour les ménages en IAM et 44% pour les ménages en SA. Pour ce qui est de la zone d'enquête Nord ; ces proportions sont de 60% pour les ménages en IAS, 39% pour ceux en IAM et 40% pour ceux en SA.

Ces chiffres sont nettement moins élevés dans la zone d'enquête Est – qui apparaît la mieux lotie de ces 3 zones (43% pour les ménages en IAS, 20% pour ceux en IAM et 7% pour ceux en SA).

Au niveau national, la pauvreté est également importante et concerne près de 6 ménages sur 10 en IAS (58%), près de 4 ménages sur 10 en IAM (38%) et un peu plus d'un ménage sur 4 en SA (27%).

➤ **Agriculture.**

❖ **Pratique de l'activité.**

L'analyse des données issues de l'enquête indique que, au niveau national, quasiment tous les ménages ruraux pratiquent habituellement l'agriculture (99,2%). Presque tous ces ménages (98,3%) ont pratiqué cette activité lors de la dernière campagne agricole de 2008.

Il convient toutefois de souligner les disparités observées. En effet ; au niveau national, seuls 91,9% des ménages en IAS ont pratiqué l'agriculture lors de la dernière campagne de 2008 contre respectivement 99,3% et 98,4% pour les ménages en IAM et ceux en SA. Cette tendance est plus marquée dans les zones d'enquête Est et Sud où, pour les ménages en IAS, respectivement 87,5% (contre 97,7% de ménages en IAM et 100% de ceux en SA) et 80% (contre 100% de ménages en IAM ou SA) ont effectivement pratiqué ladite activité pour la campagne concernée. Dans la zone d'enquête Nord, ces chiffres sont de 96% pour les ménages en IAS, 100% pour les ménages en IAM et 96,3% pour ceux en SA.

Ce qui suggère que la non pratique de l'agriculture a un certain négatif impact sur la situation de sécurité alimentaire des ménages ruraux.

❖ **Possession de semences en quantité suffisante.**

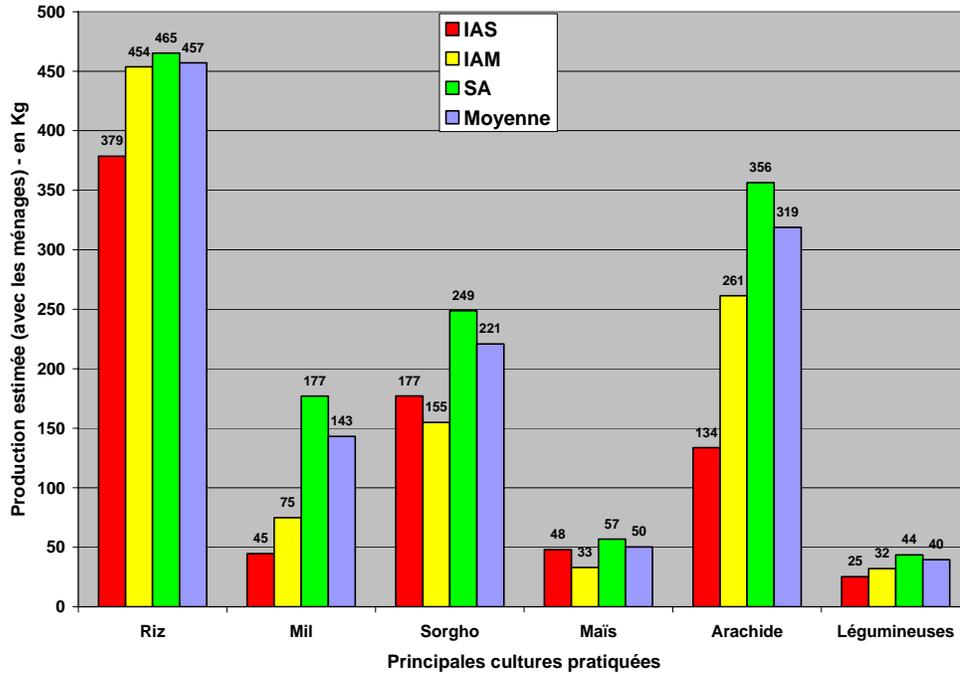
Concernant la possession de semences en quantité suffisante lors de la dernière campagne agricole de 2008, au niveau national, elle était assurée pour plus de 7 ménages sur 10 (72,1%). Il importe toutefois de relever que si ce taux est du même ordre de grandeur pour les zones d'enquête Est (74%) et Nord (79,6%), il en est tout autre pour le Sud où la proportion de ménages concernés est de seulement 43,1%.

❖ **Principales cultures pratiquées et niveau de production (à titre indicatif).**

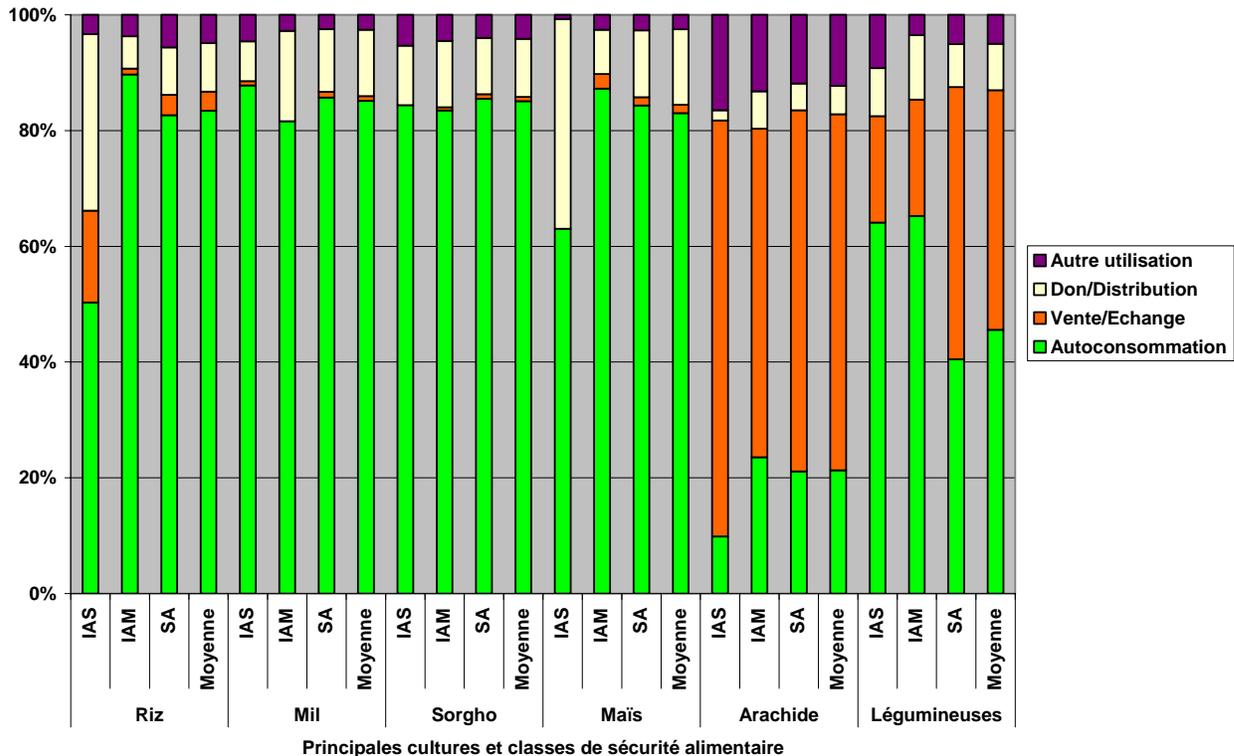
Au niveau national, les principales cultures pratiquées par les ménages ruraux sont : le riz (84,5%) ; l'arachide (53,7%) ; le sorgho (47,7%) ; le maïs (33,7%) ; le mil (31,7%) et les légumineuses (31,4%).

A titre indicatif, tenant compte des difficultés qu'ont eu les ménages et les enquêteurs à estimer convenablement les quantités produites ou à produire ainsi que la répartition de l'utilisation qui en sera faite après la récolte ; les graphiques suivants présentent au niveau national une estimation des niveaux de production des principales cultures et de l'utilisation qui en est faite par les ménages.

Niveau de production des principales cultures pratiquées par classe de sécurité alimentaire - au niveau national



Utilisation de la récolte et Classes de sécurité alimentaire - au niveau national



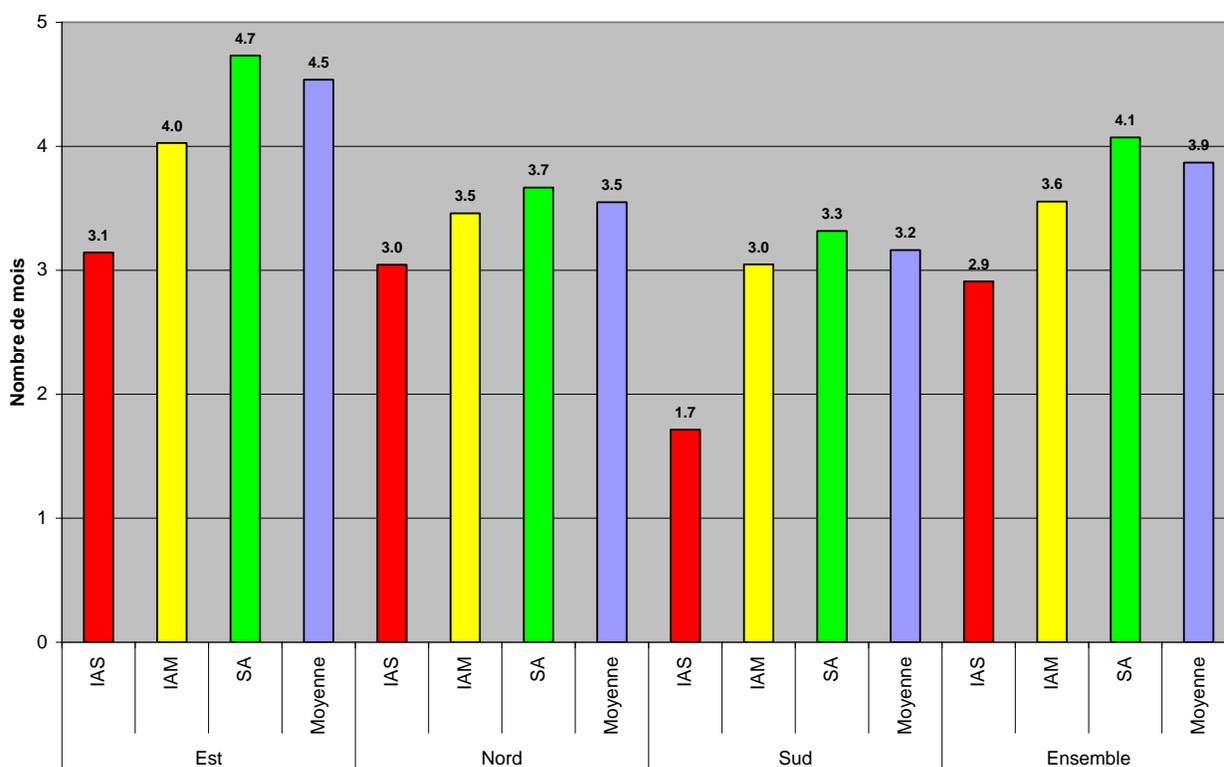
A la lueur des précédents graphiques, il est à noter que la plupart des ménages ruraux déclarent consommer en moyenne plus des $\frac{3}{4}$ de leur production de céréales (riz, mil, sorgho, maïs). Tandis que seul à peine 5% de cette récolte de céréales semble être destinée à la vente ou l'échange.

Par contre, l'arachide apparaît comme une culture de rente pour les paysans bissau-guinéens. En effet, pour cette culture, ils ont affirmé vendre ou échanger en moyenne 62% de leur récolte et ne dédier que 21% de cette production à l'autoconsommation.

❖ Durée des stocks alimentaires (en nombre de mois).

La plupart des ménages disposent de stocks alimentaires – principalement des céréales – qui pourraient, à leur avis, leur permettre de couvrir les besoins alimentaires de leur ménage pour une durée moyenne de 3 à 4 mois : ce qui laisse présager que ces stocks seront épuisés d'ici au mois de février 2009.

Durée moyenne des stocks alimentaires de céréales



Sur la base de la durée de leurs stocks alimentaires déclarés de céréales, les ménages ruraux bissau-guinéens ont été classés en 3 groupes :

- *ceux à stocks de céréales insuffisants* (durée de stocks alimentaires de céréales inférieure ou égale à l'équivalent de 3 mois de consommation) ;
- *ceux à stocks de céréales moyens* (durée de stocks alimentaires de céréales compris entre l'équivalent de 3 et 5 mois de consommation) ;
- *et, ceux à stocks de céréales suffisants*⁴ (durée de stocks alimentaires de céréales supérieure à l'équivalent de 5 mois de consommation).

⁴ A noter que conformément aux données du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de Guinée-Bissau et de la FAO, les besoins annuels de consommation de céréales dans le pays sont estimés à 175 kg par personne, soit en moyenne 14,5 kg par mois.

Le tableau ci-après donne une indication sur la répartition, au niveau national, des groupes de ménages ainsi formés (selon les classes de sécurité alimentaire).

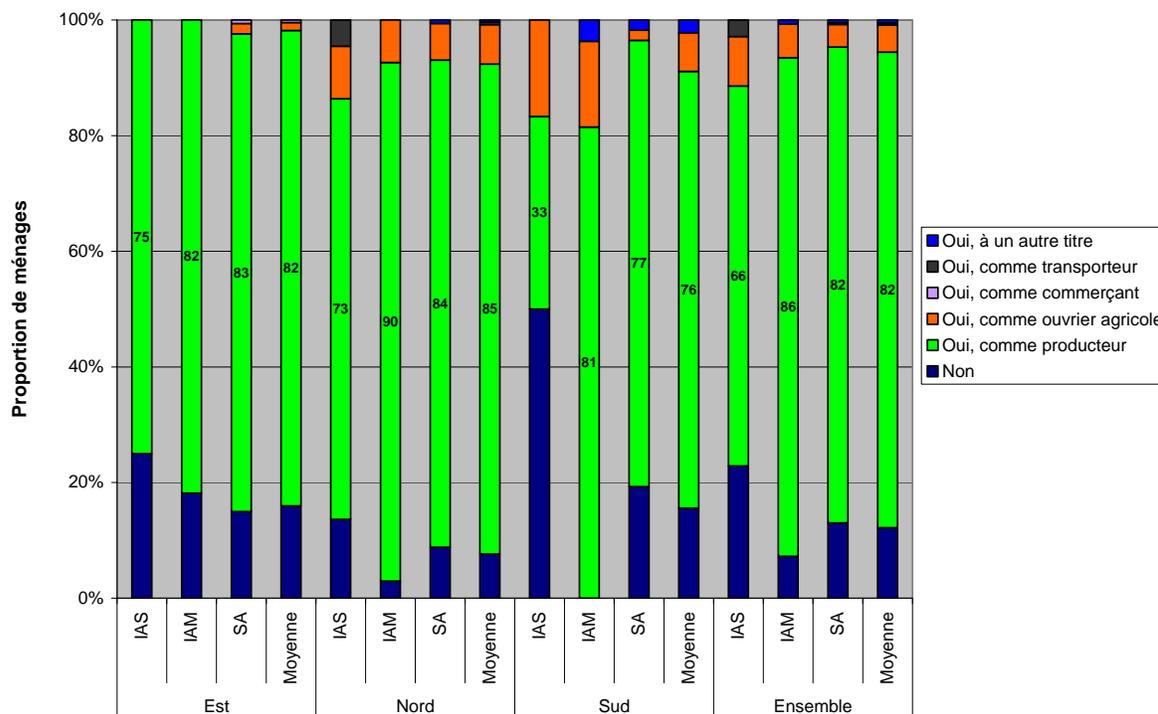
		Ménages à stocks de céréales insuffisants	Ménages à stocks de céréales moyens	Ménages à stocks de céréales suffisants	Total
Classes de sécurité alimentaire	IAS	61%	26%	13%	100%
	IAM	54%	26%	20%	100%
	SA	44%	28%	28%	100%
Moyenne		48%	27%	25%	100%

Ce qui met en exergue les faits que, au niveau national, la possession de stocks de céréales a une influence sur la situation d'insécurité alimentaire et que les niveaux de stocks de céréales sont globalement peu élevés pour la plupart des ménages ruraux bissau-guinéens - par exemple, 72% des ménages en SA sont classés comme ayant des stocks de céréales insuffisants (44%) ou moyens (28%).

❖ **Production de noix de cajou, utilisation de la récolte par les ménages et termes de l'échange.**

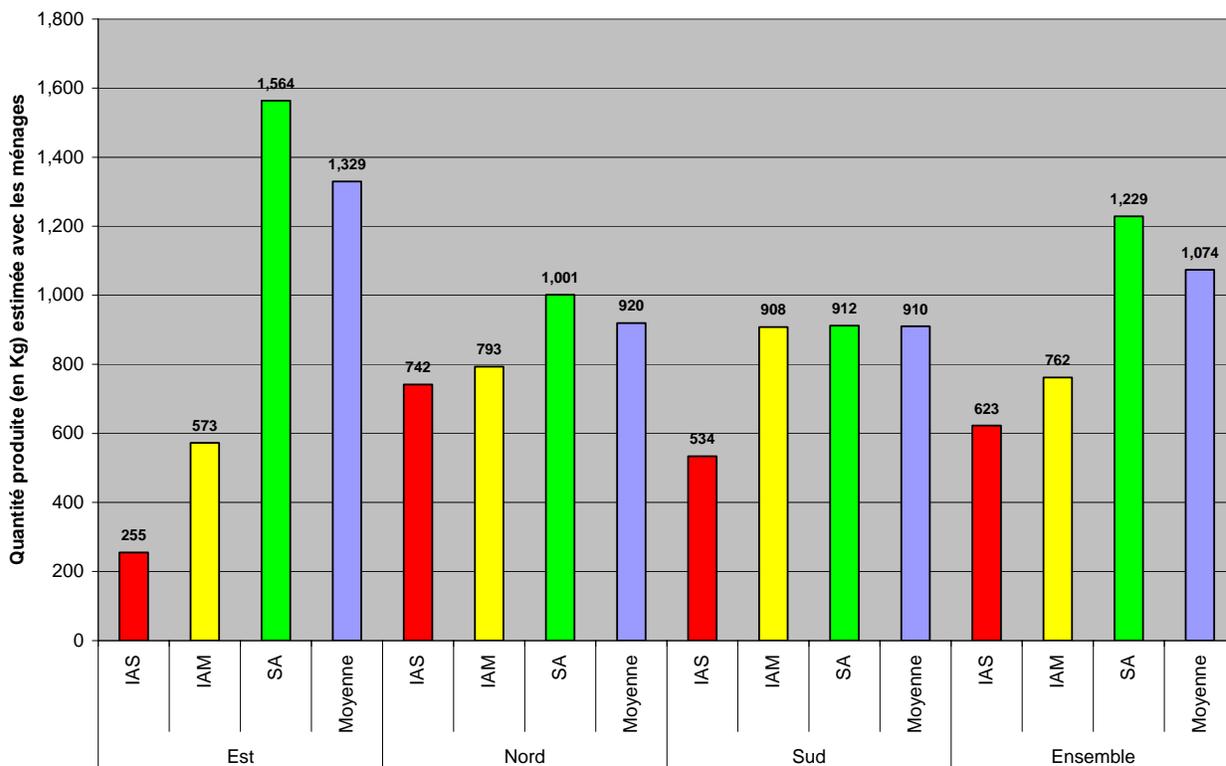
En moyenne, au niveau national ; plus de 8 ménages sur 10 (82%) tirent profit de la production de noix de cajou comme producteur.

Bénéfices tirés par les ménages de la production de noix de cajou

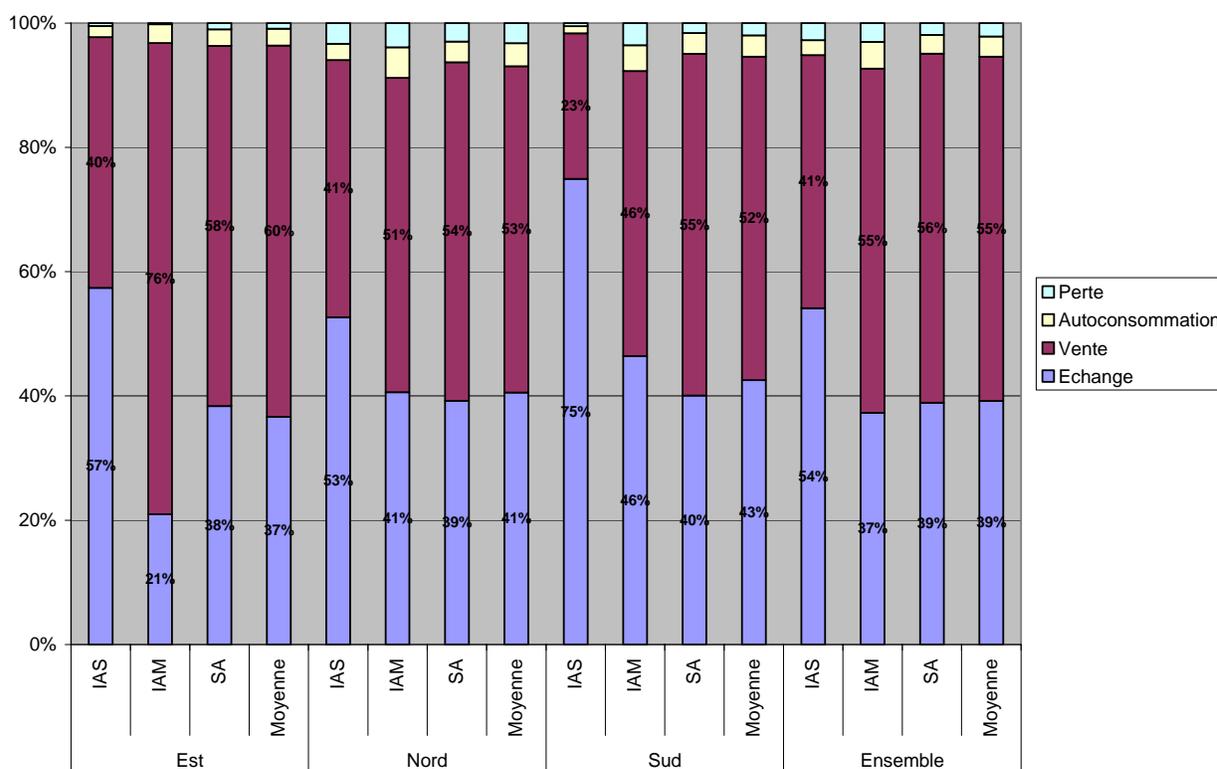


A titre indicatif, les graphiques ci-dessous présentent le niveau de production de la noix de cajou en 2008 selon les classes de sécurité alimentaire et par région – ainsi que l'utilisation qui en est faite.

Production de la noix de cajou en 2008 et Classes de sécurité alimentaire



Utilisation de la récolte de noix de cajou et Classes de sécurité alimentaire



Concernant les termes de l'échange, en moyenne, 1 kg de riz a été échangé contre 1,7 kg de noix de cajou. Cette année, les termes d'échange sont favorables aux producteurs de cajou par rapport aux deux dernières années.

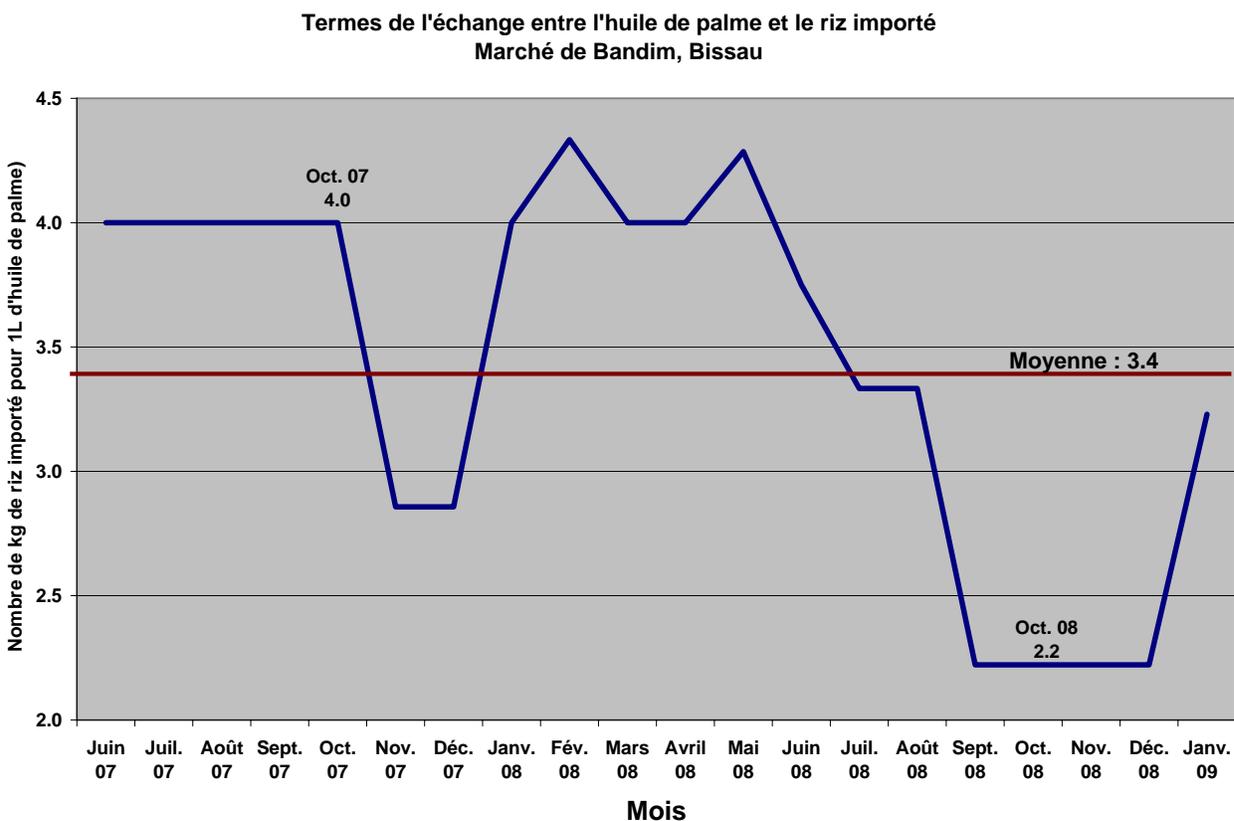
Quant à la vente, en 2008, 1 kg de noix de cajou valait – en moyenne - entre 230 et 240 francs CFA. Il est à souligner que ce prix était en moyenne de 30 francs plus bas (entre 200 et 210 francs CFA) pour la zone d'enquête Sud.

La période de commercialisation de la majeure partie de la noix de cajou a été celle d'avril/mai à juin/juillet.

En 2008 environ 82% de ménages ruraux ont produit de la noix de cajou. En 2009, ce sont environ 92% de ménages ruraux qui comptent produire cette importante culture de rente pour la Guinée Bissau.

➤ **Termes de l'échange entre l'huile de palme et le riz importé.**

Le graphique ci-après présente l'évolution des termes de l'échange entre l'huile de palme et le riz importé – pour le marché de Bandim à Bissau – en ce qui concerne la période allant de Juin 2007 à Janvier 2009.

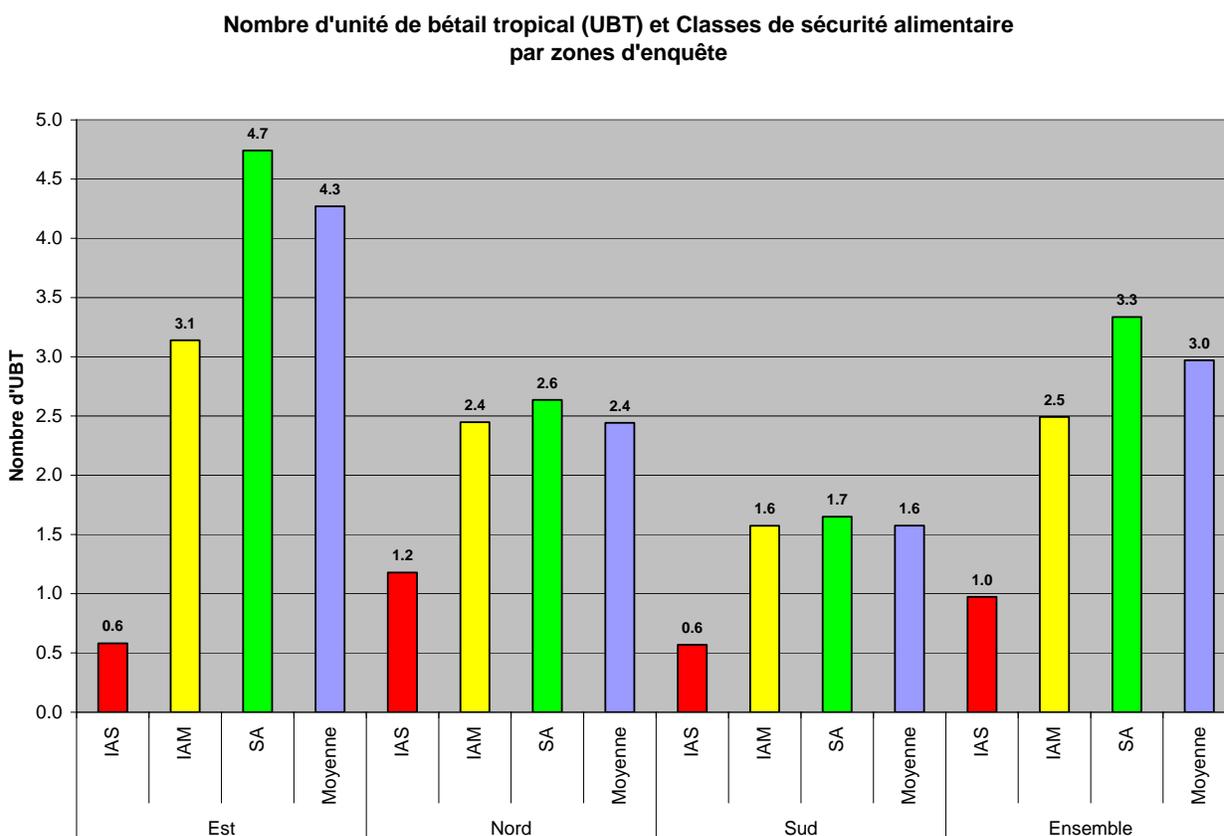


Il est possible de noter que les termes de l'échange, en octobre 2008, pour 1L d'huile de palme étaient de 2,2 kg de riz importé - contre 4,0 kg en octobre 2007.

Cette dégradation des termes de l'échange entre l'huile de palme et le riz importé, qui n'inclue pas les variations saisonnières, est dû au renchérissement du prix du riz qui est passé de 250 francs CFA en Octobre 2007 à 450 francs CFA en Octobre 2008.

➤ **Nombre d'unités de bétail tropical (UBT)⁵.**

Le graphique ci-après présente, par zones d'enquête, la répartition du nombre d'UBT selon les classes de sécurité alimentaire.



Au cours des 3 derniers mois ayant précédés l'enquête ; les ménages ruraux ont dû vendre leurs animaux ou bétail pour faire face aux dépenses alimentaires (63% des cas), aux dépenses de santé (17% des cas), aux dépenses scolaires (7% des cas) et aux dépenses de cérémonies (4% des cas) : les autres dépenses ne représentant que 9% des cas.

Cependant, cette vente d'animaux ou de bétail a été très faible au cours de cette même période (les 3 derniers mois ayant précédé l'enquête). En effet, en moyenne, elle n'a concerné qu'à peine 0,2 UBT par ménage rural.

Mais, relativement à la même période que celle de l'enquête l'année dernière, 66% des ménages ruraux estiment que leur cheptel a diminué contre 21,8% qui disent plutôt qu'il a augmenté tandis que 12,2% affirment que celui est resté inchangé.

Les raisons avancées pour justifier la baisse du cheptel sont la mort des animaux (76,7% des cas) ; la vente des animaux (17,7% des cas) ainsi que l'autoconsommation (4,5%).

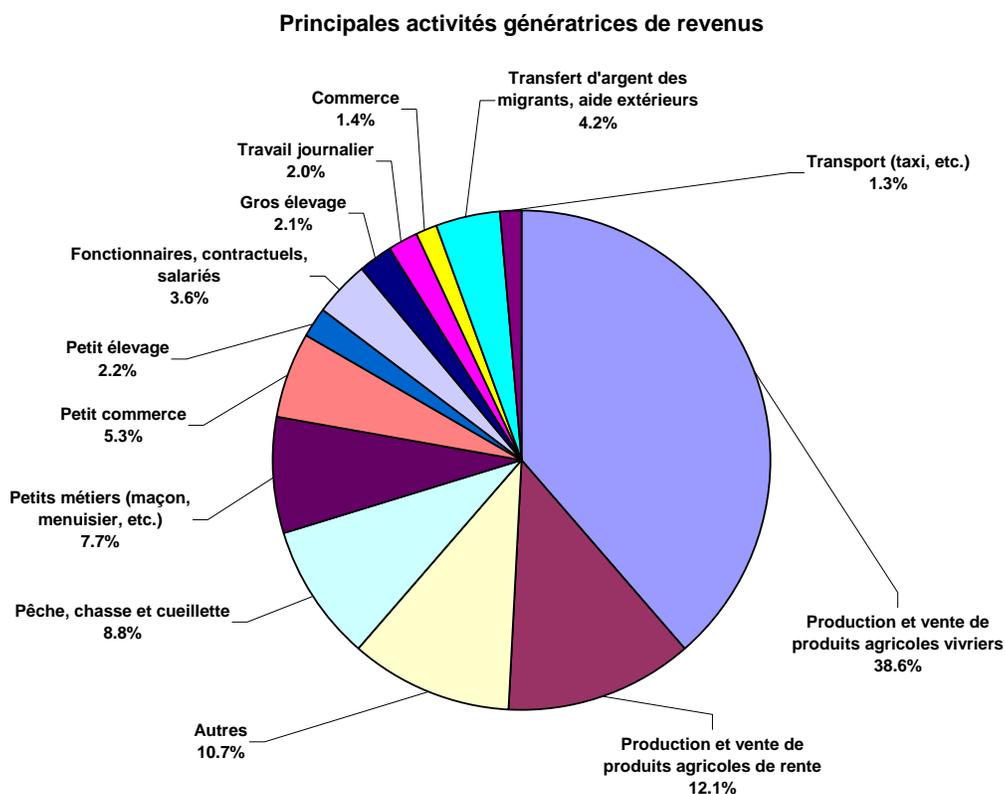
⁵ 1 UBT est l'équivalent d'un animal ayant un poids vif de 250kg.

Par exemple ; 1 bovin = 0,73 UBT ; 1 caprin/ovin = 0,12 UBT ; 1 volaille = 0,005 BT ; 1 porc = 0,16 UBT.

Cette unité peut être employée pour évaluer la taille d'un cheptel qui regroupe différentes espèces animales.

➤ Sources de revenus des ménages.

Le graphique ci-dessous présente, au niveau national, la répartition des principales activités génératrices de revenus des ménages ruraux – au cours des 6 derniers mois ayant précédés l'enquête.

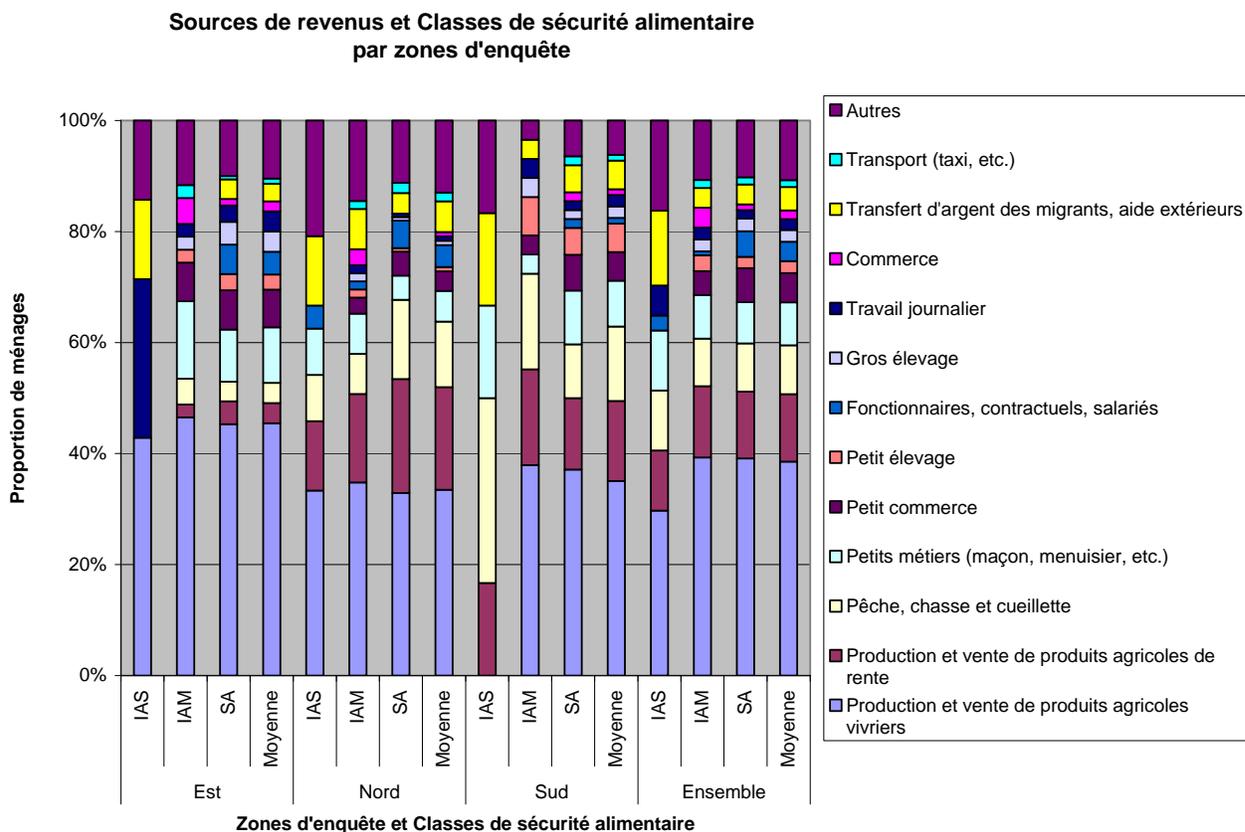


Il est possible de constater que la production/vente de produits agricoles (vivriers ou de rente) constitue la principale activité génératrice de revenus pour la moitié (50,7%) des ménages ruraux bissau-guinéens.

Il est à noter que la pêche, la chasse et la cueillette constitue – tout de même - la principale activité génératrice de revenus de près d'un ménage sur 10 (8,8%).

L'élevage, quant à lui, constitue la principale activité génératrice de revenus pour 4,3% des ménages ; juste devant les transferts d'argent des migrants/aides extérieurs (4,2%) mais derrière les petits métiers (7,7%) ou encore le petit commerce (5,3%).

Le graphique ci-après met en exergue la répartition des sources de revenus selon les classes de sécurité alimentaire tenant compte des zones d'enquête.



Ce qui a permis d'établir, pour chaque zone d'enquête, un profil des classes de sécurité alimentaire relativement aux principales sources de revenus (activités génératrices de revenus) et qui est présenté dans le tableau suivant :

Zones d'enquête	Classes de sécurité alimentaire	Sources de revenus
Est	IAS	Travail journalier – Transferts d'argent des migrants et aide extérieur – Autres activités.
	IAM	Pêche, chasse et cueillette - Petits métiers (maçon, menuisier, etc.) - Petit commerce/Commerce - Petit élevage - Transport (taxi, etc.).
	SA	Production et vente de produits agricoles de rente - Petit commerce – Petit/Gros élevage - Fonctionnaires, contractuels, salariés.
Nord	IAS	Petits métiers – Transferts d'argent des migrants et aide extérieur – Autres activités.
	IAM	Petit/Gros élevage - Travail journalier – Commerce.
	SA	Production et vente de produits agricoles de rente - Pêche, chasse et cueillette - Petit commerce - Transport (taxi, etc.).

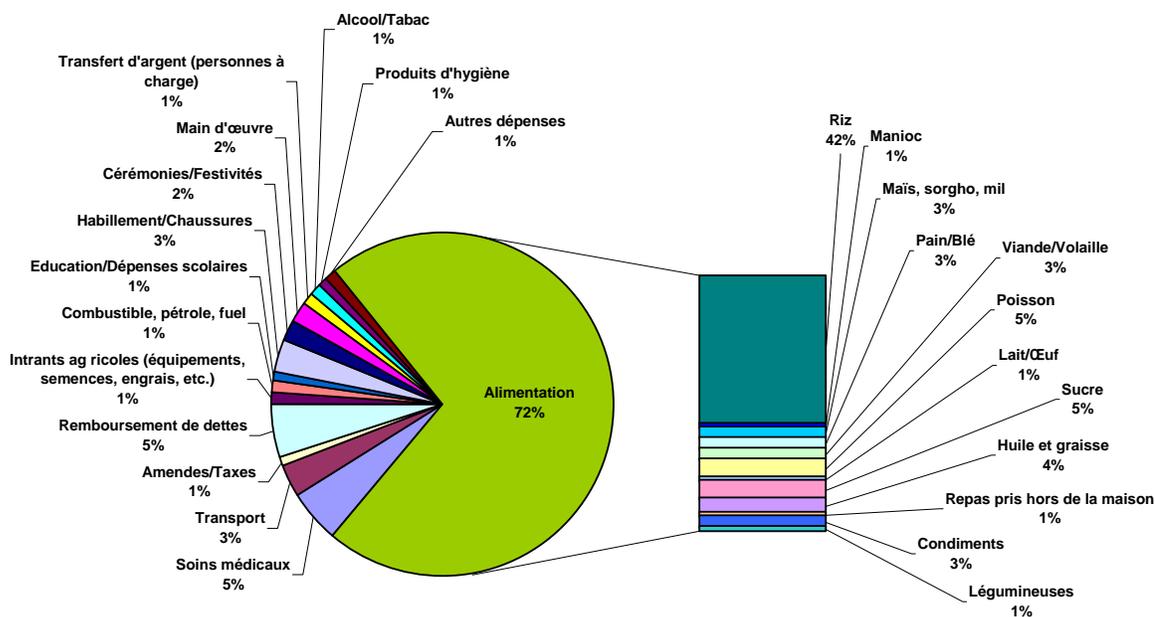
Zones d'enquête	Classes de sécurité alimentaire	Sources de revenus
Sud	IAS	Production et vente de produits agricoles de rente – Pêche, chasse et cueillette - Petits métiers – Transferts d'argent des migrants et aide extérieur – Autres activités.
	IAM	Petit/Gros élevage - Travail journalier.
	SA	Fonctionnaires, contractuels, salariés - Petit commerce/Commerce - Transport (taxi, etc.).
Ensemble	IAS	Pêche, chasse et cueillette - Petits métiers – Travail journalier – Transferts d'argent des migrants et aide extérieur – Autres activités.
	IAM	Production et vente de produits agricoles de rente – Petit/Gros élevage – Commerce.
	SA	Production et vente de produits agricoles de rente - Fonctionnaires, contractuels, salariés - Petit commerce - Transport (taxi, etc.).

➤ Dépenses mensuelles des ménages.

Les dépenses totales mensuelles moyennes des ménages ruraux s'élèvent à environ 70,000 francs CFA. 96% de ces dépenses le sont en cash : le reste (4%) l'étant à crédit. Par ailleurs, près de 72% de ce montant (soit environ 50,000 francs CFA) sont consacrés à l'achat de nourriture (dépenses d'ordre alimentaires).

Le graphique ci-après illustre la structure des dépenses mensuelles au niveau national.

Structures des dépenses mensuelles des ménages ruraux



➤ **Consommation alimentaire.**

Le tableau ci-dessous présente le nombre moyen de repas consommés par les adultes et grands enfants de plus de 3 ans ainsi que par les petits enfants de moins de 3 ans tenant compte des différentes périodes (la veille, en période de soudure et en période normale).

Zones d'enquête	Classes de sécurité alimentaire	Nombre de repas pris - la veille		Nombre de repas pris - en période de soudure		Nombre de repas pris - en période normale	
		Par les adultes et grands enfants de plus de 3 ans	Par les petits enfants de moins de 3 ans	Par les adultes et grands enfants de plus de 3 ans	Par les petits enfants de moins de 3 ans	Par les adultes et grands enfants de plus de 3 ans	Par les petits enfants de moins de 3 ans
Est	IAS	2.2	2.2	1.8	1.8	2.8	2.8
	IAM	2.5	2.7	1.6	2.1	2.8	2.9
	SA	2.8	2.9	2.0	2.2	3.0	3.0
	Moyenne	2.7	2.8	1.9	2.2	2.9	3.0
Nord	IAS	1.5	1.8	1.3	1.5	2.2	2.1
	IAM	1.8	2.1	1.3	1.8	2.5	2.4
	SA	1.8	2.1	1.3	1.9	2.4	2.4
	Moyenne	1.8	2.1	1.3	1.8	2.4	2.4
Sud	IAS	1.6	2.3	1.1	1.7	2.3	2.7
	IAM	1.8	2.6	1.3	2.1	2.4	2.9
	SA	1.8	2.6	1.3	2.1	2.5	2.9
	Moyenne	1.8	2.5	1.3	2.1	2.5	2.9
Ensemble	IAS	1.6	1.9	1.4	1.5	2.3	2.3
	IAM	2.0	2.4	1.4	2.0	2.6	2.7
	SA	2.2	2.5	1.6	2.1	2.7	2.8
	Moyenne	2.1	2.4	1.5	2.0	2.6	2.7

De façon générale, plus on est en sécurité alimentaire plus élevé est le nombre de repas moyen consommés par les ménages indépendamment de la période considéré. Par ailleurs, les enfants de moins de 3 ans son généralement privilégiés relativement au nombre de repas pris.

Comparé aux moyennes en période normale et en période de soudure, le nombre moyen de repas pris la veille indique qu'au moment de l'enquête la situation des ménages semble entamer une dégradation vers la situation de la période de soudure.

Le tableau suivant présente la répartition de la proportion de ménages selon le nombre de repas pris la veille par les petits enfants de moins de 3 ans ainsi que les adultes et les grands enfants – tant au niveau des zones d'enquête qu'au niveau national (ensemble).

Zones d'enquête	Petits enfants de moins de 3 ans			Adultes et grands enfants de plus de 3 ans		
	Maximum 1 repas par jour	2 repas par jour	Plus de 2 repas par jour	Maximum 1 repas par jour	2 repas par jour	Plus de 2 repas par jour
Est	2%	22%	76%	2%	25%	73%
Nord	21%	32%	47%	31%	59%	9%
Sud	6%	45%	49%	40%	45%	15%
Ensemble	12%	30%	58%	22%	43%	35%

La répartition de la proportion de ménages selon le nombre de repas pris la veille met en exergue, une fois encore, la précarité de la situation de sécurité alimentaire dans la zone d'enquête Nord où 21% des petits enfants de moins de 3 ans n'ont pris qu'au plus 1 repas par jour la veille de l'enquête. La situation semble meilleure dans la zone d'enquête Est comparativement aux deux autres zones (Nord et Sud).

Le tableau ci-après présente, quant à lui, les fréquences moyennes de consommation hebdomadaire des principaux groupes d'aliments

Zones d'enquête	Classes de sécurité alimentaire	Aliments de base (Céréales + Tubercules)	Légumineuses	Légumes	Fruits	Protéines animales	Lait	Sucre	Huile
Est	IAS	5	0	4	0	0	0	1	0
	IAM	7	1	4	0	2	0	4	1
	SA	7	4	4	1	3	2	5	3
	<i>Moyenne</i>	<i>7</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>5</i>	<i>2</i>
Nord	IAS	6	0	0	0	0	0	2	1
	IAM	6	1	4	0	2	0	2	2
	SA	7	2	4	0	6	0	3	3
	<i>Moyenne</i>	<i>7</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Sud	IAS	5	0	1	0	0	0	0	1
	IAM	7	1	3	0	2	0	2	2
	SA	7	2	3	0	5	1	4	3
	<i>Moyenne</i>	<i>7</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Ensemble	IAS	5	0	1	0	0	0	1	1
	IAM	7	1	3	0	2	0	3	2
	SA	7	3	4	0	5	1	4	3
	<i>Moyenne</i>	<i>7</i>	<i>2</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>3</i>

➤ Sources des aliments consommés.

Au niveau national ; en moyenne 36% des aliments consommés par les ménages proviennent de leur propre production contre 56% qui sont issus des achats du ménage tandis que 3% des aliments découlent des dons et 4% de la cueillette ou de la chasse. A noter que seul moins de 1% des aliments consommés proviennent de l'aide alimentaire.

Ce qui traduit une relative dépendance des ménages bissau-guinéens vis-à-vis du marché.

➤ Chocs et capacités/stratégies de réponses.

Plus de 9 ménages sur 10 (environ 94% des ménages au niveau national) affirment avoir subi un choc au cours des 3 derniers mois ayant précédé l'enquête.

Au niveau national ; les 4 principaux chocs cités sont la hausse des prix des denrées alimentaires (51% des ménages), la maladie d'un ou plusieurs membres du ménages (46% des ménages), les animaux destructeurs (37% des ménages) ainsi que le décès d'un membre du ménage (18% des ménages).

Ces 4 principaux chocs ont diminué la capacité d'environ 9 ménages sur 10 à produire/acheter des aliments.

Au cours des 30 derniers jours ayant précédé l'enquête, les ménages ont eu recours principalement aux 3 stratégies non alimentaires suivantes : l'emprunt auprès d'amis ou de la famille (pour 23% des ménages), l'emprunt auprès de prêteurs sur gages (10%) ou la vente d'animaux dans le cadre d'un déstockage (11%). Ce qui indique que la situation n'était pas préoccupante au moment de l'enquête.

Un constat mis en exergue par l'**indice des stratégies de survie** (CSI⁶).

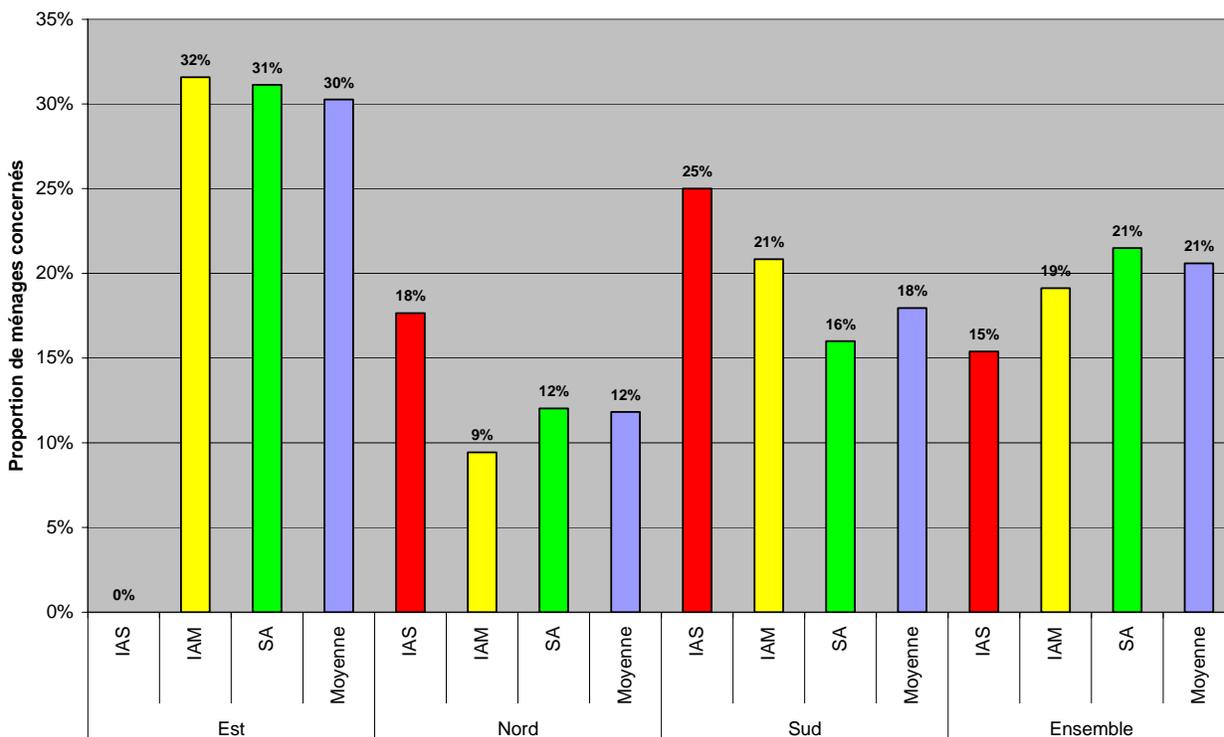
En effet ; avec un chiffre moyen compris entre 1 et 4 aussi bien au niveau national (4) qu'au niveau des zones d'enquête Est (1) et Nord (2), l'indice des stratégies de survie réduit est assez faible : ce qui traduit le fait que, au cours de la semaine ayant précédé l'enquête, les ménages n'avaient pas encore commencé à recourir à des stratégies alimentaires pour faire face à d'éventuelles difficultés à se procurer de la nourriture.

Cependant, il importe de souligner que dans la zone d'enquête Sud, la moyenne du CSI réduit y est de 15 et se justifie par le fait que les ménages y ont commencé à recourir à des stratégies d'ordre alimentaire telles que la consommation d'aliments peu préférés car moins chers (en moyenne 2 jours par semaine), dépendre de l'aide des parents et des amis (en moyenne un jour par semaine), diminuer la quantité de nourriture lors des repas (en moyenne 3 jours par semaine), réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants (en moyenne 2 jours par semaine) et réduire le nombre de repas par jour en sautant 1 ou 2 repas dans la journée (en moyenne 3 jours par semaine).

➤ Assistance alimentaire.

Le graphique ci-dessous présente les proportions de ménages ayant reçu une aide alimentaire au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête.

Aide alimentaire reçue au cours des 12 derniers mois et Classes de sécurité alimentaire par zones d'enquête



⁶ Indicateur permettant d'apprécier la fréquence hebdomadaire de recours à une stratégie alimentaire par un ménage confronté à un ou plusieurs chocs.

Il est ainsi possible de constater que, si en moyenne 21% des ménages ruraux bissau-guinéens déclarent avoir reçu une aide alimentaire au cours de 12 derniers mois ayant précédé l'enquête ; la zone d'enquête Est semble être celle qui en bénéficie le plus contrairement à la zone d'enquête Nord qui semble en bénéficier le moins.

Quelles recommandations pour le suivi de la sécurité alimentaire ?

A l'issue de ces différents résultats, tenant compte de la convergence de la plupart des indicateurs de sécurité alimentaire sus-évoqués ; il est possible de conclure que la précarité de la situation d'insécurité alimentaire est plus préoccupante – au moment de l'enquête – pour les zones d'enquête Nord (qui regroupe les régions de Biombo, de Cacheu et de Oio) et Sud (qui regroupe les régions de Bolama/Bijagos, de Quinara, de Tombali). La zone d'enquête Est (qui regroupe les régions de Bafata et de Gabu) apparaissant comme la mieux lotie des 3 zones considérées.

Il est possible que certains résultats présentés soient influencés par des facteurs saisonniers. En effet, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire apparaissent comme plus forte dans le Sud et le Nord par rapport à l'Est peut-être parce que les données ont été collectées en octobre, pendant les récoltes des cultures pluviales (principalement pratiquées dans l'Est) mais avant la récolte de riz de mangrove (principale culture dans le Sud et le Nord) : l'étude VAM 2005 ayant montré que la vulnérabilité chronique est plus forte dans l'Est, où la plupart des interventions PAM sont concentrées.

La proportion des dépenses alimentaires qui s'établit à 72% pour ce 6^e round FSMS d'octobre 2008, au niveau national, a augmenté de 13% comparativement au résultat (59%) du 4^e round FSMS de novembre 2007 : un accroissement imputable à la hausse des prix des denrées alimentaires. Cette situation pourrait entraîner une augmentation du nombre de ménages en insécurité alimentaire, et l'organisation régulière des enquêtes FSMS serait nécessaire pour le suivi de l'évolution de la situation.

L'analyse des stocks alimentaires a montré que ceux-ci convieront une durée moyenne de 3 à 4 mois ; ceci laisse présager que ces stocks seront épuisés à la fin de février 2009 pour la plupart des ménages.

Pour en savoir plus :

Hiro Matsumura, Directeur de pays, PAM Guinée Bissau, Hiro.Matsumura@wfp.org

Kaori Ura, Suivi et Evaluation, PAM Guinée Bissau, Kaori.Ura@wfp.org

Damieta Mendes, Suivi et Evaluation, PAM Guinée Bissau, Damieta.Mendes@wfp.org